

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre. Il a dit qu'il répondrait. Qu'a-t-il fait au juste pour les femmes en 1981?

M. Rossi: Quelque chose que vous ne pourriez pas faire.

M. Axworthy: Monsieur l'Orateur, je serais très heureux de répondre à cette question, mais cela prendrait au grand minimum vingt autres minutes. Si le député et la Chambre sont disposés à m'accorder du temps supplémentaire, je ne suis on ne peut plus prêt à garder la parole et à répondre à cette question.

M. Paproski: Citez-moi seulement une de vos réalisations.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre pourrait nous dire quelles dispositions il a prises pour M. Calamusa.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Peu importe la possibilité que les députés veuillent accorder vingt autres minutes au ministre, le temps qui était alloué à celui-ci est expiré, et je pense que je dois donner la parole au député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson).

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur l'Orateur, nous avons eu droit à un long discours creux de vingt minutes durant lequel le ministre chargé de la condition féminine nous a expliqué ce qu'il a fait pour les femmes canadiennes. La meilleure chose qu'il puisse faire pour les femmes, c'est d'aller à Spadina, d'aider Laura Sabia à se faire élire et de la ramener à la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Le ministre est aussi chargé des minorités canadiennes et les libéraux constituent une de ces minorités dans l'ouest du Canada. Je tiens à rappeler au ministre qu'il y a 21 libéraux représentant huit provinces et deux territoires. Les députés d'en face devraient se rendre compte que le ministre chargé des libéraux de l'ouest du Canada et de la condition féminine a de très grandes responsabilités et qu'il devrait les traiter avec un peu plus d'égards. Il devrait s'en occuper davantage. C'est important pour le reste du pays.

Il y a une minute, le ministre a dit que c'était une bien triste journée pour la politique. La Chambre a pu assister au triste spectacle d'un gouvernement en proie à une profonde détresse. C'est une triste journée pour la politique parce jamais un gouvernement du Commonwealth britannique n'a imposé la clôture sur une motion d'ajournement; c'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui. Pourquoi le gouvernement a-t-il jugé bon de cadenasser le Parlement?

M. Chénier: A cause de la valeur de l'opposition.

M. Wilson: Je vous dirai pourquoi, Groucho Marx. Nos raisons, ce sont la hausse vertigineuse du prix des denrées alimentaires, du prix de l'énergie, des taux d'intérêt; c'est la grève postale et le cartel de l'uranium qui ont fait l'objet d'un tel débat. Le gouvernement ne peut pas supporter d'être sur des charbons ardents. C'est pourquoi nous voyons une rangée verte. Nous voyons des fauteuils vides depuis deux jours parce que les ministres ne peuvent pas supporter le débat. Je vois toute une rangée verte. Les députés d'en face ne peuvent pas supporter le débat; c'est pourquoi le gouvernement a imposé la clôture aujourd'hui—il ne peut pas supporter cela ni les échecs

Congé d'été

qu'il essuie sur le plan énergétique. Tout ce que le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) a trouvé à dire pour justifier la clôture, c'est que les députés ont besoin de vacances. Nous voulons rester ici pour regarder les députés d'en face mijoter dans leur jus et subir le contrecoup des échecs qu'ils essuient depuis 16 mois. Voilà ce que nous voulons faire durant quelques semaines encore.

Hier soir, nous avons eu une des démonstrations les plus brillantes de la supercherie des députés d'en face qui ont essayé de nous forcer la main. Et vous, monsieur l'Orateur, vous avez été sans le vouloir un des instruments de cette supercherie.

● (2050)

Notre parti a pu saisir le gouvernement des questions importantes qui ont été débattues au cours de la présente session. J'espère que nos vis-à-vis apporteront ces dossiers chez eux dans leurs circonscriptions, qu'ils les examineront au cours des trois prochains mois et qu'ils reviendront avec de nouvelles idées, avec de nouvelles solutions aux problèmes de notre pays. Les seize derniers mois se sont soldés par un échec total et il faut que les choses changent.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson: Les députés d'en face font beaucoup de bruit. Ils ne peuvent endurer qu'on leur dise la vérité. Il est à espérer qu'ils nous reviendront avec des idées neuves qui leur permettront de redorer leur blason.

J'aimerais traiter de certains des points où ils ont si lamentablement échoué. Par exemple, parlons du cartel de l'uranium. J'ai écouté religieusement ce que le député de Lincoln a dit à propos de nos observations. Il est resté complètement à côté de la question. Il a prétendu que nous répandions des calomnies et que nous faisons des insinuations afin de nuire à la réputation de certaines personnes mises en cause dans l'affaire. Ce n'est pas de cela qu'il est question. On nous fait obstacle jour après jour.

Nos vis-à-vis ne veulent pas assumer la responsabilité politique de venir nous dire ce qui s'est passé de 1972 à 1975. C'est ce que nous voulons savoir. Deux hauts fonctionnaires ont été mentionnés nommément comme coconspirateurs non inculpés, mais il importe absolument de savoir qui a donné cette autorisation. Est-ce un sous-ministre, est-ce un ministre, est-ce le premier ministre (M. Trudeau)? Nous demandons que ces documents soient accessibles afin que nous et tous les Canadiens puissions en juger. Ces renseignements continuent de nous échapper. Jour après jour le ministre de la Justice (M. Chrétien) et le ministre de la Consommation et des Corporations s'appliquent à nous servir le «cinquième amendement».

Le sous-ministre a bien dit qu'il était parfaitement conscient de l'incidence que cela aurait sur les prix intérieurs. Déjà en 1974 une note de service de la société Gulf Canada révélait que les responsables du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources reconnaissaient que les services publics canadiens devaient être prêts à payer des prix égaux à ceux payés à l'exportation. Qu'est-ce que le gouvernement a fait alors? Qu'a-t-il fait pour protéger les Canadiens des répercussions sur leurs prix?